

CONSULTATIONS CITOYENNES

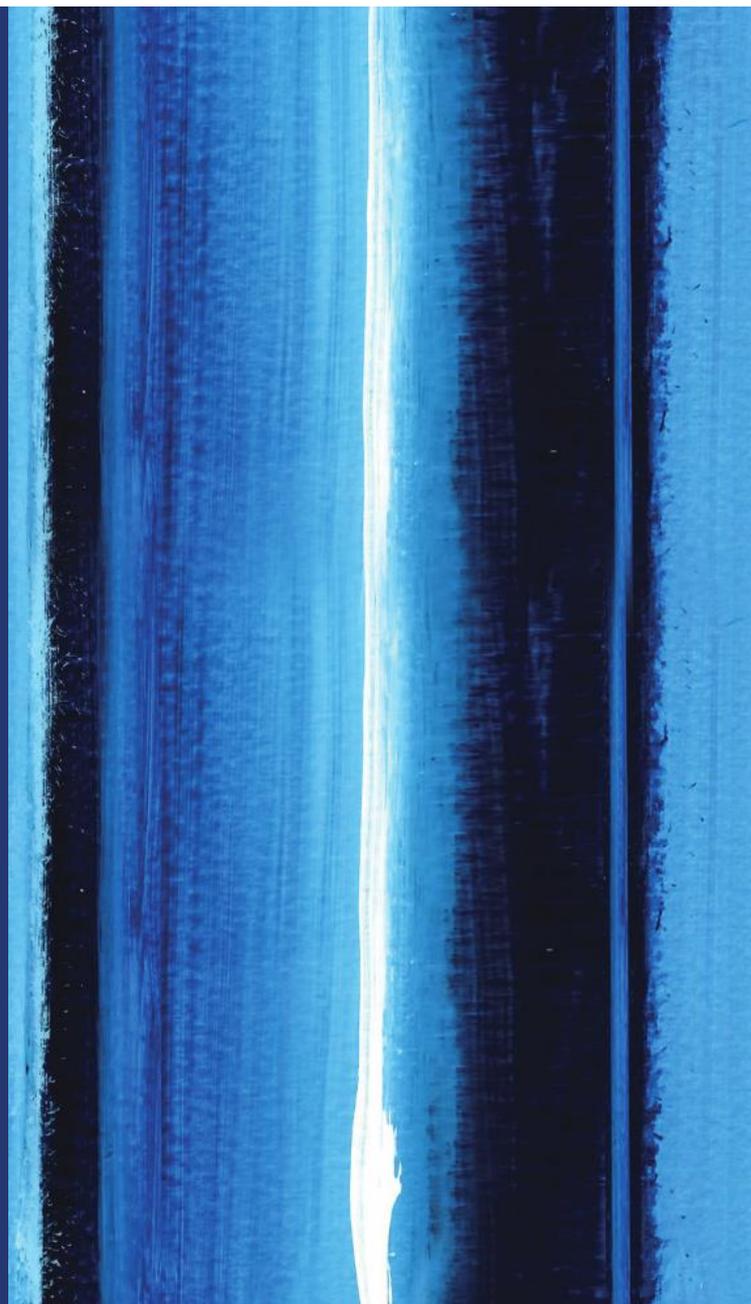
Un défi politique et démocratique

Paul HAMMOUD

*Sous la direction de
Denis STOKKINK*

NOTES D'ANALYSE | AVRIL 18

Participation citoyenne





COMPRENDRE POUR AGIR

CONSULTATIONS CITOYENNES
Un défi politique et démocratique

Paul HAMMOUD

Sous la direction de Denis STOKKINK

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	2
INTRODUCTION	3
I. Les consultations citoyennes sur l'europe : pourquoi, comment ?	4
1. Les principes	4
2. Deux leviers d'action pour mobiliser les citoyens	5
3. Les limites aux consultations citoyennes	6
II. Accueil du projet par les états membres et l'ue	7
1. Accueils divers parmi les États membres	7
2. Entente commune malgré quelques divergences	9
CONCLUSION	12
BIBLIOGRAPHIE	13

AVANT-PROPOS

« L'Union européenne va mal. Les dirigeants européens ne nous comprennent pas. Nos voix ne sont pas prises en considération. » Voici quelques phrases types que des citoyens européens prononcent pour exprimer leur désamour ou leur rejet de l'UE. D'où vient ce sentiment, ce ressenti ? Comment expliquer que des Européens se tournent vers des populismes europhobes ? Alors que l'Union européenne fait face à de nombreux défis extérieurs (sécurité internationale, crise migratoire, protectionnisme américain...), sa plus grande mission se joue sans doute à l'intérieur même de ses frontières, et plus particulièrement entre les rapports qu'entretiennent les citoyens européens avec leurs institutions et leurs dirigeants supranationaux.

Ainsi, pour faire face à ce sentiment de rejet croissant de l'UE, symbolisé par le Brexit et la montée des populismes, le Président français Emmanuel Macron a lancé un projet de consultations citoyennes visant à réformer l'Europe. Le défi est double. Il s'agit d'abord pour les citoyens de se réapproprier des thématiques qu'ils ont longtemps eu le sentiment de ne pas maîtriser ou de n'avoir pas su ou pu se faire entendre. Second défi pour les dirigeants européens : regagner la confiance des citoyens en démontrant que leurs idées et opinions sont entendues et prises en compte.

POUR LA SOLIDARITÉ, depuis longtemps investit sur les questions de démocratie et de participation citoyenne en Europe, s'engage ainsi à suivre au plus près l'évolution et la bonne mise en œuvre des consultations citoyennes. La transparence, le pluralisme et le caractère public du projet étant les trois critères à respecter pour les États pour garantir des consultations citoyennes efficaces et démocratiques.

Solidairement vôtre,

Denis Stokkink

INTRODUCTION

En septembre 2017, le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et le Président de la République française Emmanuel Macron présentent, dans leurs discours respectifs sur l'état de l'Union européenne, leurs propositions pour l'avenir de l'Europe. Ces discours sont à la fois une réponse aux politiques populistes européennes et également au sentiment de déficit démocratique des citoyens vis-à-vis des institutions et des représentants politiques de l'Union européenne. En ce sens, l'une des propositions phares ressortant du discours du Président français porte sans aucun doute sur les consultations citoyennes.

Le Président français reprend ainsi une idée formulée lors de sa campagne électorale, au cours de laquelle il a régulièrement défendu l'idée d'une Europe forte, attaquée par plusieurs de ses concurrents. Il a cependant également souligné la nécessité de réformer l'Union européenne en mettant en place des débats citoyens dans tous les pays membres participant. L'ambition du projet est d'identifier les thématiques communes importantes aux yeux des citoyens des différents États membres, mais aussi entre citoyens d'un même pays, en tenant compte des multiples différences (sociales, culturelles, religieuses, etc.) de la population. Une fois ces thématiques identifiées, les leaders européens pourront avoir une vision plus claire de l'Europe à réformer selon les désirs des citoyens.

Tout au long de ce travail nous verrons comment les débats citoyens organisés dans le cadre de consultations citoyennes peuvent créer des opportunités de dialogue à différents niveaux : débats entre citoyens d'un même État, débats entre un État et ses citoyens, négociations intergouvernementales et supranationales avec l'Union européenne. La stratégie souhaitée est *bottom-up*, impliquant de fait de partir de la société civile (associations, ONG) pour remonter vers les dirigeants, *a priori* déconnecter des citoyens non-impliqués dans les problématiques européennes.

Cela étant dit, plusieurs questions émergent. Quels enjeux politiques soulèvent ces consultations ? Comment vont-elles être mises en œuvre ? Les États membres sont-ils tous enthousiastes à l'idée d'organiser de telles consultations ? Nous verrons dans un premier temps comment se caractérisent les consultations citoyennes en détaillant leurs modalités et principes ainsi que les limites de la mise en œuvre d'un tel projet. Puis nous verrons comment les États membres et l'Union européenne se positionnent par rapport au projet de consultations.

I. LES CONSULTATIONS CITOYENNES SUR L'EUROPE : POURQUOI, COMMENT ?

1. LES PRINCIPES

Avant de débiter notre analyse, et dans la perspective de mieux comprendre les enjeux politiques et démocratiques que représentent les consultations citoyennes européennes, il convient dans un premier temps de définir l'expression. Alors que M. Macron avait utilisé le terme de « conventions démocratiques » dans son discours du 7 septembre à Athènes, il a ensuite été décidé de parler de « consultations citoyennes » pour satisfaire les pays moins enclins à participer. On peut également analyser ce changement de terminologie comme le reflet d'un projet dont l'ambition initiale a été revue à la baisse. Nous pouvons ainsi nous attendre « à ce que les citoyens ne soient pas clairement acteurs de la formulation de ce projet de refondation »¹. Et c'est bien là toute la difficulté première à laquelle vont se confronter les citoyens, gouvernements et acteurs de la société civile puisque chaque État aura la main sur ces consultations qui vont durer six mois, d'avril à octobre 2018.

De quoi parle-t-on alors lorsqu'on évoque les consultations citoyennes ? Il s'agit, dans 26 États de l'UE (seule la Hongrie n'a, à l'heure actuelle, pas acceptée de participer) de mettre en place un exercice de consultations citoyennes, « en partant du terrain, pour recueillir les impressions mais aussi les propositions des populations sur les politiques européennes »². Cet exercice entend répondre à un constat simple :

Partout en Europe, le sentiment d'une déconnexion entre les populations et les décisions prises à Bruxelles s'est installé. Beaucoup d'Européens se sentent insuffisamment associés aux décisions qui les concernent. Un nombre significatif exprime son mécontentement (« non » aux référendums, montée des partis qui s'affichent eurosceptiques) ou son découragement (forte abstention lors des élections européennes). Dans ce climat de confusion, il est devenu difficile de définir ce que veulent vraiment les Européens.

— Dossier de presse du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (France)

Face à ce constat, les consultations citoyennes devraient donner une large place à l'expression du public. L'ensemble de la population des États membres participants, quels que soient l'âge, le genre, la profession ou la provenance géographique est invitée à faire entendre sa voix et ses propositions sur l'Europe. Ces débats citoyens seront organisés d'avril à octobre 2018 et remis en novembre au Comité économique et social européen (CESE). Le résultat de ces débats sera restitué lors du Conseil européen de décembre 2018 et pris en compte dans le projet de refondation de l'UE³. Enfin, « ce travail nourrira les travaux en cours de refondation de l'Union européenne. Il doit aussi permettre, en lançant un vaste débat européen, de faire émerger, pour les élections européennes du printemps 2019, un véritable espace public européen en identifiant les enjeux auxquels les citoyens souhaitent que l'UE réponde »⁴.

¹ GUILLOT Louise, *Les conventions démocratiques : où en sommes-nous ?*, <https://www.taurillon.org/les-conventions-democratiques-ou-en-sommes-nous>, consulté le 19/03/18

² Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, *Consultations citoyennes sur l'Europe, Dossier de Presse*, <https://www.touteurope.eu/fileadmin/TLEV3/Consultations-citoyennes/Dossier-de-presse-Consultations-Citoyennes-Europe.pdf>

³ LASTENNET Jules, *Consultations citoyennes : refonder l'Europe par le dialogue*, <https://www.touteurope.eu/actualite/consultations-citoyennes-refonder-l-europe-par-le-dialogue.html>, consulté le 19/03/18

⁴ Compte rendu du Conseil des ministres du 14 mars 2018, *Les consultations citoyennes sur l'Europe*, <http://www.gouvernement.fr/conseil-des-ministres/2018-03-14/les-consultations-citoyennes-sur-l-europe>, consulté le 26/03/18

2. DEUX LEVIERS D'ACTION POUR MOBILISER LES CITOYENS

Le Rapport d'information sur les conventions démocratiques met avant tout en avant le débat citoyen physique :

« [Il] permet de recréer des liens entre individus. Si ce n'est pas forcément nécessaire lorsque ces conventions sont faites au sein des mêmes syndicats ou fédérations, l'organisation de débats locaux permet une forme de délibération plus ouverte et profonde que ne le permet la consultation en ligne. [...] Une participation physique donne également le sentiment d'être davantage écouté. Créer une véritable participation physique aux dialogues permet d'identifier des personnes, de créer des liens entre des citoyens déterminés et facilite la reconduction de ces dialogues de façon plus pérenne »⁵.

— Rapport d'information déposé par la Commission des affaires européennes sur les conventions démocratiques de refondation de l'Europe (France)

Cependant, le Rapport précise également qu'il ne faut pas négliger les méthodes innovantes « issues des auditions de *think tanks* et de *civic techs* ». Ainsi, selon les fondateurs de Make.org, cités dans le Rapport, il existe trois composantes nécessaires au bon fonctionnement d'une consultation numérique large⁶ :

- **Une réappropriation massive** : le but est de faire des consultations populaires accessibles à tous en y associant le plus grand nombre d'Européens possible.
- Une consultation aussi large que possible ne peut pas remplacer des **consultations physiques** où des débats et des échanges prennent directement place entre citoyens, organisations de la société civile et gouvernement. Il s'agit de faire en sorte que se rencontrent les sachants et les non-sachants, soit ceux étant d'ores et déjà des acteurs de ou en lien avec l'Union européenne et ceux se sentant oubliés ou mal compris par le modèle européen actuel.
- **Une dimension d'incarnation** : les institutions ainsi que les représentants européens semblent soit inaccessibles soit tout simplement inconnus pour une grande partie de la population de l'UE. Il s'agit alors pour les citoyens européens d'avoir une représentation incarnée de ce qu'est l'Europe.

Les débats physiques combinés aux consultations en ligne peuvent ainsi être perçus comme deux leviers d'action pour mobiliser les citoyens sur la refondation de l'Europe. Suivant une méthodologie élaborée suite à des auditions menées en Allemagne, en Italie, en Hongrie, en Irlande et en Estonie, ce processus citoyen devrait se faire suivant deux étapes :

1. « Une **consultation en ligne** au sujet d'**enjeux larges** quant à l'avenir de l'Europe. Par exemple : quelles sont les valeurs de l'Europe ? qu'attendez-vous de l'Europe dans votre quotidien ? quel changement attendez-vous de l'Europe ?
2. Des **débats locaux** dans les États membres participants où les questions discutées dépendraient des **enjeux spécifiques** présents dans le pays. »⁷

Bien que ces deux étapes proposent des moyens pour mobiliser les européens à participer aux consultations citoyennes – en ligne ou physiquement – elles nécessitent des principes garantissant une

⁵ HERBILLON Michel et GOMEZ-BASSAC Valérie (présenté par), *Rapport d'information déposé par la Commission des affaires européennes sur les conventions démocratiques de refondation de l'Europe*, Assemblée nationale, 7 décembre 2017, p.83

⁶ *Ibid.*, p.76

⁷ Pour La Solidarité – PLS, *Les conventions démocratiques pour une Europe plus citoyenne ?*, 3 janvier 2018, <http://www.participation-citoyenne.eu/fr/news/les-conventions-democratiques-pour-une-europe-plus-citoyenne>, consulté le 20/03/18

refondation populaire. Florent Banfi, Président de l'Union des fédéralistes européens⁸, propose trois éléments essentiels pour assurer une refondation venant des citoyens :

1. **La clé du succès : une convention démocratique transnationale** : construire un projet sur un intérêt européen commun et non sur une somme d'intérêts nationaux dans le but de renforcer la démocratie et la souveraineté européenne. Pour combler le sentiment de déficit démocratique, les consultations devront revêtir un caractère transnational européen et aller au-delà des consultations nationales et locales.
2. **L'enjeu majeur : une représentation légitime de l'ensemble des citoyens européens** : comme mentionné précédemment, il s'agit d'associer l'ensemble des citoyens européens au débat, ou dans une moindre mesure avoir un échantillon suffisamment représentatif de l'ensemble des classes socio-professionnelles, et ce au sein des 26 États membres concernés. « C'est en rassemblant les représentants locaux, nationaux et européens de l'ensemble de la société, de la société civile, des syndicats et de l'ensemble des élus, ainsi que de la diversité territoriale que ces conventions puiseront leur légitimité démocratique. »
3. **Une ambition concrète : amorcer les changements institutionnels d'une Europe plus démocratique** : les traités existants devront être rénovés, en fonction des résultats des consultations, pour corriger les dysfonctionnements institutionnels et politiques de l'Union européenne et impliquer davantage les citoyens dans le processus décisionnel. Cependant, le « processus de révision des traités demeure toutefois long et politiquement risqué, puisque chaque État membre doit par la suite ratifier la proposition de modification selon ses propres dispositions constitutionnelles. Dès lors, il n'est pas pertinent que la prise en compte des priorités politiques des citoyens européens aboutisse à une modification des traités »⁹.

Le cadre et l'ambition des consultations citoyennes étant posés, nous allons voir quels éléments peuvent réduire la réussite de ce projet.

3. LES LIMITES AUX CONSULTATIONS CITOYENNES

La mise en œuvre du projet de consultations citoyennes rencontre néanmoins quelques limites à mentionner. Premièrement, comme nous l'avons vu, le changement de nom en « consultations citoyennes » a réduit l'ambition initiale suite aux échanges avec les autres dirigeants européens. De plus, « plusieurs éléments proposés par les parlementaires paraissent inadaptés quand d'autres semblent manquer à l'appel, alors même que la manière dont l'idée sera mise en œuvre s'avèrera déterminante. »¹⁰. À ce sujet, la responsabilité de l'organisation des consultations étant laissée à chaque État, quelles garanties et quels moyens de vérifier que les citoyens participant constituent un échantillon représentatif de la population nationale ? Aussi, comment vérifier que le débat et les idées qui en ressortent émergent réellement de la société civile et des citoyens à destination des dirigeants politiques, dans un premier temps, puis européens ? « Actuellement, l'impulsion vient essentiellement des dirigeants politiques et des institutions européennes. »¹¹ Il faut donc être vigilant à ce que les consultations citoyennes soient véritablement citoyennes. Le processus doit être une mobilisation citoyenne ascendante – et non descendante. Les dirigeants politiques et les institutions européennes « devraient uniquement lancer le processus, puis se retirer au profit de volontaires »¹².

⁸ Mouvement consacré à la promotion d'une Europe démocratique et fédérale fondé en 1946, <https://www.uef.fr/>

⁹ HERBILLON Michel et GOMEZ-BASSAC, *op.cit.*, p.91

¹⁰ STRATULAT Corina, RITTELMAYER Yann-Sven et BUTCHER Paul, *En Marche l'Europe? Une stratégie pour mettre en oeuvre les conventions démocratiques – Synthèse*, European Policy Center, [http://www.epc.eu/documents/uploads/pub_8198_executive_summary1_\(fr\).pdf?doc_id=1938](http://www.epc.eu/documents/uploads/pub_8198_executive_summary1_(fr).pdf?doc_id=1938), consulté le 28/03/18

¹¹ GUYOT Claire, *Interview de Yann-Sven Rittelmeyer, analyste politique au European Policy Centre*, le 25 janvier 2018, <https://www.euractiv.fr/section/avenir-de-l-ue/interview/les-conventions-democratiques-manquent-dune-strategie-concrete/>, consulté le 28/03/18

¹² GUYOT Claire, *Interview de Yann-Sven Rittelmeyer, analyste politique au European Policy Centre*, *op.cit.*

Une attention particulière doit également être portée sur le risque d'accroître davantage la fracture entre les citoyens et les élites. L'une des raisons pour laquelle les consultations citoyennes sont justement mises en place pourraient en réalité jouer en défaveur d'une réforme de l'Europe. « La façon de les mettre en œuvre sera déterminante et les conventions risquent de créer de la frustration [...], ce qui contribuerait à nourrir le manque de confiance des citoyens dans les institutions européennes. »¹³ Les citoyens auraient ainsi davantage le sentiment d'être peu ou mal dirigés par les leaders européens, de même que la crise de confiance envers les institutions européennes perçues comme opaques et incompréhensibles serait renforcée.

Enfin, le risque est d'assister à des débats où les citoyens donneraient leur avis et feraient part de leurs idées, mais à un niveau national voir régional. La communication en amont devra être efficace et informée clairement les citoyens sur le but et l'enjeu de ces consultations. Les participants pourront de plus être tout à fait « ignorants » des thématiques qui leur seront proposées, notamment les plus techniques liées à la fiscalité ou au système électoral européen.

Cela étant dit, nous allons voir qu'en dehors de l'organisation et du déroulement à proprement parlé des consultations, des limites et réserves diverses apparaissent aussi parmi les États membres et leurs citoyens.

II. ACCUEIL DU PROJET PAR LES ÉTATS MEMBRES ET L'UE

1. ACCUEILS DIVERS PARMIS LES ÉTATS MEMBRES

Comme mentionné précédemment, il y a à l'heure actuelle – fin mars 2018 – uniquement la Hongrie qui réserve encore sa réponse parmi l'ensemble des pays membres de l'Union européenne (le Royaume-Uni n'y participera pas). Malgré cela, l'engouement fut au départ modéré voire faible.

Début janvier 2018, seule une dizaine de pays s'étaient déclarés intéressés par le projet porté par Macron. Les analystes politiques doutent encore aujourd'hui de l'engagement de l'ensemble des États de l'UE. En effet, comme le relevait Yves Bertoncini, Président du Mouvement européen France¹⁴, le défi politique et démocratique de l'Union européenne « est si pressant qu'Emmanuel Macron a d'ores et déjà esquissé la perspective d'initiatives européennes qui pourraient ne rassembler que les pays et les peuples volontaires, au risque de fragmenter un peu plus l'UE si tous ses États membres n'ont pas le sentiment d'être parties prenantes d'un agenda positif, à quelque niveau que ce soit »¹⁵. Au départ, alors que la plupart des pays européens n'avaient pas encore rejoint les consultations, le risque perçu est de potentiellement favoriser une double division au lieu de rassembler les européens autour d'une vision commune.

¹³ GUYOT Claire, *Interview de Yann-Sven Rittelmeyer, analyste politique au European Policy Centre, op.cit.*

¹⁴ Le Mouvement Européen – France se mobilise depuis 1949, à travers toutes les générations, pour faire vivre un débat public pluraliste sur l'Europe. Il déploie ses activités autour de la pédagogie, de l'organisation du débat entre les citoyens et de la formulation de propositions pour construire l'Europe, <https://mouvement-europeen.eu/>, consulté le 21/03/18

¹⁵ BERTONCINI Yves, *Une année clé pour l'Europe en France*, 1 janvier 2018, <http://www.atlantico.fr/decryptage/annee-cle-pour-europe-en-france-yves-bertoncini-3267237.html/page/0/1>, consulté le 21/03/18

- **Division au sein des États membres** puisque la population, en débattant d'enjeux européens, accroîtrait les inégalités entre les pro-européens et les eurosceptiques. En effet, en souhaitant débattre de questions liées à l'éducation, la santé, l'immigration ou encore la sécurité à un niveau européen, le risque serait de voir le débat se déplacer à une échelle nationale. Cela fausserait donc le résultat des consultations citoyennes qui doivent porter sur un projet de refondation de l'Europe.
- **Division entre les États membres** puisque les divergences auxquelles on assiste d'ores et déjà entre les pays « meneurs » et les eurosceptiques seraient accentuées par la mise en place de ces débats. Des pays conservateurs vis-à-vis de l'Europe défendraient alors leur intérêt national au détriment d'une ambition commune européenne.

Pourtant, suite à des négociations, menées en grande partie par la France, les États membres vont commencer à rejoindre le projet. Ces négociations ont notamment porté sur le changement de nom, comme nous l'avons vu, de « conventions démocratiques » à « consultations citoyennes ». Cela a permis de rassurer les pays les moins europhiles sur le fond et sur l'ambition du projet de consultations citoyennes. Le 15 février, suite à ces négociations, la ministre française chargée des Affaires européennes, Nathalie Loiseau, annonce la participation de 23 pays aux consultations.

Parmi les nouveaux arrivants dans le projet, le **groupe de Visegrad**. Dans son principe, le projet semblait au départ « peu s'accorder avec la vision des pays du groupe de Visegrad, qui ont à plusieurs reprises marqué leur soutien au maintien du rôle fort des États membres, ainsi qu'au respect des identités nationales »¹⁶. Trois des quatre États membres du groupe (**Pologne, Slovaquie et République tchèque**) acceptent pourtant de rejoindre le projet de consultations citoyennes, non sans quelques réserves. La **Hongrie** est la seule à encore réserver sa réponse. La position de ce groupe informel est révélatrice des divergences qu'il peut exister au sein de l'UE. En effet, ces quatre pays se sont regroupés au début des années 90 dans le but d'accélérer le processus d'intégration européenne. À cette époque ce groupe « se présente comme une alliance politique, nouvel acteur sur la carte géopolitique ; mais aussi comme un club d'élite destiné à occuper la première place dans la file d'attente pour l'adhésion à l'UE et à l'OTAN ; et enfin comme une destination privilégiée des investisseurs étrangers. Missions réussies puisque, dès le sommet de Copenhague des 21 et 22 juin 1993, les pays de Visegrad sont considérés comme les favoris de l'intégration »¹⁷. Malgré une alliance politique ancienne, les pays membres du Visegrad n'ont pas trouvé de réel terrain d'entente quant à leur participation commune aux consultations citoyennes puisque la Hongrie n'a, à ce jour, pas rejoint le projet. « Une prise de risque limitée, donc, pour les États de Visegrad, mais qui marque un pas en avant de ces derniers pour une réconciliation des opinions, et pour un avenir européen commun plus adapté au développement de chacun. »¹⁸

Autre pays, autre réception avec la **Roumanie** qui montre une grande détermination à mener à bien ce projet. « Si la France a lancé l'idée, la Roumanie pourrait être le premier pays à organiser ces débats. Victor Negrescu, ministre délégué aux Affaires européennes, a ainsi indiqué qu'une réflexion s'amorçait sur la présidence roumaine, qui débutera le 1er janvier 2019, les priorités de cette présidence et de la stratégie européenne générale du pays, soulignant qu'un débat dans l'esprit des conventions européennes proposées par Emmanuel Macron aurait lieu en janvier. »¹⁹ M. Negrescu a confirmé le 19 janvier 2018, le vif intérêt de la Roumanie en avançant que « les consultations citoyennes devront

¹⁶ GUYOT Claire, *Le groupe de Visegrad rallie prudemment le projet de consultation citoyenne*, le 20 février 2018, <https://www.euractiv.fr/section/institutions/news/le-groupe-de-visegrad-rallie-prudemment-le-projet-de-consultation-citoyenne/>, consulté le 23/03/18

¹⁷ VARGOVČÍKOVÁ Jana, « Le Groupe de Visegrad, 20 ans après », *Politique étrangère*, 2012/1 (Printemps), p.149

¹⁸ Pour La Solidarité – PLS, *Les consultations citoyennes comme nouveau vecteur d'unification de l'Europe ?*, lundi 26 février 2018, <http://www.participation-citoyenne.eu/fr/news/les-consultations-citoyennes-comme-nouveau-vecteur-dunification-de-leurope>, consulté le 26/03/18

¹⁹ GOTEV Georgi (traduit par FLAUSCH Manon), *Les conventions démocratiques de Macron démarrent en Roumanie*, 11 décembre 2017, <https://www.euractiv.fr/section/avenir-de-l-ue/news/romania-to-hold-first-democratic-convention-on-future-eu/>, consulté le 23/03/18

permettre à l'Union européenne et à ses États membres d'œuvrer ensemble pour un avenir au bénéfice de tous et pour combattre, de la sorte, l'idée d'une Europe éloignée de ses citoyens »²⁰.

L'**Autriche** affiche également, par l'intermédiaire de son jeune chancelier Sebastian Kurz (31 ans), sa volonté de réformer l'Europe. « Il appelle de ses vœux la constitution d'un front réformateur, qu'il aimerait réaliser avec le Président de la République française. »²¹ Malgré de vives critiques à son égard pour son alliance avec l'extrême-droite pour gouverner, le chancelier conservateur, en visite à Paris le 12 janvier 2018, a tenu à rassurer les dirigeants européens en mettant en avant l'ambition pro-européenne de son gouvernement. « Pour Sebastian Kurz, l'Autriche entend jouer un rôle actif et constructif en Europe, en particulier à l'occasion de la présidence tournante du Conseil de l'Union qu'elle occupera au second semestre 2018. Le chancelier a par ailleurs donné son appui aux consultations citoyennes, ajoutant qu'il faudra préciser les conditions dans lesquelles elles se dérouleront concrètement, et les thèmes que l'on veut soumettre aux citoyens. »²² Les consultations citoyennes effectuées dans ce pays, où l'alliance avec l'extrême-droite lui confère un statut politique particulier (en comparaison avec le moteur pro-européen franco-allemand), promettent des débats et discussions peut être plus animés et aux résultats plus incertains qu'ailleurs.

Alors que les réactions relatives au projet de consultations citoyennes furent au départ mitigées parmi les différents États membres européens, l'Union européenne, malgré quelques réserves et nuances, se montre rapidement enthousiaste à l'idée de mettre en place un tel projet.

2. ENTENTE COMMUNE MALGRÉ QUELQUES DIVERGENCES

Emmanuel Macron, alors en campagne présidentielle, s'était différencié des autres candidats, entre autre, par de nombreuses déclarations en faveur de l'Union européenne. La plupart des autres candidats avaient une approche critique, eurosceptique, voire europhobe. Il avait d'ailleurs dès sa campagne pour la présidentielle lancé l'idée de ces consultations. Le nouveau Président élu a réaffirmé sa position lors de ses discours d'Athènes et de la Sorbonne en septembre 2017. Il est ainsi revenu sur sa volonté de réformer l'Europe et, suite à des négociations intergouvernementales, le projet de consultations citoyennes sur l'avenir de l'UE est lancé. C'est à ce jour une des seules idées de Macron « pour réformer l'Europe à avoir rencontré un écho franchement favorable à Bruxelles »²³.

Mais qu'en est-il de la réaction de Bruxelles et du Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker? Pour exposer les visions des Présidents Juncker et Macron, le Centre européen de Stratégie politique (EPSC)²⁴ a publié un document²⁵ présentant leurs projets pour l'avenir de l'Europe dont nous allons voir les principaux points communs et divergences. Dès le 13 septembre 2017, à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union, Jean-Claude Juncker affiche son soutien à « l'idée du Président Macron d'organiser des conventions démocratiques dans toute l'Europe en 2018 ». ²⁶ En reprenant les

²⁰ Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, *Consultations citoyennes sur l'Europe, Dossier de Presse, op.cit.*

²¹ SYFUSS-ARNAUD Sabine, *Kurz, le chancelier autrichien, milite pour un front réformateur en Europe avec Macron*, 5 février 2018, https://www.challenges.fr/monde/europe/kurz-le-chancelier-autrichien-milite-pour-un-front-reformateur-en-europe-avec-macron_565336, consulté le 26/03/18

²² GUYOT Claire, *L'Autriche affirme son soutien aux consultations citoyennes*, le 15 janvier 2018 <https://www.euractiv.fr/section/avenir-de-l-ue/news/lautriche-affirme-son-soutien-aux-consultations-citoyennes/>, consulté le 26/03/18

²³ DUCOURTIEUX Cécile, *Les consultations citoyennes, seule concession de l'UE à Macron*, le 24 février 2018, http://www.lemonde.fr/politique/article/2018/02/24/les-consultation-citoyennes-seule-concession-de-l-ue-a-macron_5261950_823448.html, consulté le 27/03/18

²⁴ « L'EPSC est le think tank interne de la Commission européenne. Il est placé sous l'autorité directe du Président Juncker. Le mandat de l'EPSC inclut : l'analyse stratégique et le conseil politique, à la fois à court- et à long-terme, auprès du Président et du Collège sur les priorités politiques (telles que définies par le Président dans ses orientations politiques présentées au Parlement européen en date du 15 juillet 2014) ; ainsi que la sensibilisation auprès des décideurs, des think tanks et de la société civile. » https://ec.europa.eu/epsc/sites/epsc/files/epsc_-_deux_visions_une_direction_-_projets_pour_lavenir_de_leurope.pdf

²⁵ European Political Strategy Centre, *Deux visions, une direction. Projets pour l'avenir de l'Europe tels que définis dans l'État de l'Union du Président Juncker et dans l'Initiative pour l'Europe du Président Macron*, https://ec.europa.eu/epsc/sites/epsc/files/epsc_-_deux_visions_une_direction_-_projets_pour_lavenir_de_leurope.pdf

²⁶ JUNCKER Jean-Claude, *Discours sur l'état de l'Union 2017*, le 13 septembre 2017, http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-17-3165_fr.htm, consulté le 27/03/18.

thématiques communes envisagées par les 26 États membres²⁷ et d'après les informations contenues dans le document de l'ESPC, nous allons voir en quoi les visions des deux présidents se rassemblent et en quoi elles divergent par de légères nuances.

- Prosperité et emploi en Europe : cette thématique englobe les investissements d'avenir et l'emploi, une politique de compétitivité, une politique industrielle, une formation professionnelle, la convergence sociale et fiscale, la zone euro et le marché unique. Concernant le commerce, les deux hommes soulignent l'importance des normes (sociales et environnementales), de la transparence dans les négociations et de la réciprocité. Ils sont également en accord sur le besoin de défendre les intérêts stratégiques par un examen des investissements étrangers. « Cependant, le président Macron propose un changement institutionnel en appelant à la création d'un procureur commercial européen. »²⁸ À propos du marché unique, de l'Europe sociale et de la fiscalité « le Président Macron soutient ouvertement les propositions du Président Juncker, notamment en ce qui concerne une action renforcée pour le respect des standards de qualité, et la création d'une autorité commune de contrôle du travail ».²⁹
- Développement durable en Europe : cette thématique englobe la sécurité alimentaire, le climat, l'énergie, la transition écologique, l'agriculture, la santé, l'environnement et les mobilités durables. Les convergences dans ce domaine sont importantes puisque les deux Présidents estiment que l'Europe doit être « à l'avant-garde » de la transition écologique et de la lutte contre le changement climatique. Ils proposent notamment des investissements pour soutenir l'industrie européenne des véhicules propres et des mesures pour réduire et fixer un prix minimum pour le carbone au sein de l'UE. Le Président français « propose également une réforme de la politique agricole commune, en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire et l'écologie ».³⁰
- Sécurité en Europe : cette thématique englobe la lutte contre le terrorisme, la défense européenne, la protection civile et la coopération judiciaire et policière. Juncker et Macron s'entendent sur la nécessité d'accroître la coopération entre les services de renseignements dans l'UE. Cependant, le Président de la Commission propose de renforcer le centre européen de la lutte contre le terrorisme d'Europol alors que le Président français souhaite créer une nouvelle institution, soit « une académie européenne du renseignement pour renforcer les liens entre les États membres en matière de lutte contre le terrorisme ». Concernant la défense, les deux hommes mettent en avant le Fonds européen de la défense et une coopération structurée. Mais Macron souhaite aller plus loin dans ce domaine puisqu'il appelle à la création d'une force commune d'intervention d'ici le début de la prochaine décennie, avec un budget de défense commun. « De même, la Commission européenne et le Conseil européen avaient mis l'accent sur la nécessité de prendre des mesures urgentes pour assurer le déploiement de groupes tactiques (ces forces multinationales à capacité de réaction rapide sont opérationnelles depuis janvier 2007 mais n'ont jamais été déployées) ».³¹
- Europe dans le monde : cette thématique englobe les migrations et l'asile, la politique commerciale, la diplomatie de l'UE, la politique de développement et les relations avec le voisinage, les relations Europe/Afrique, l'outre-mer et l'élargissement. Tous deux souhaitent réformer le système de Dublin pour renforcer les frontières externes de l'Europe et ouvrir des voies de migrations légales vers l'UE. Ils sont également en accord sur l'urgence de l'aide à apporter à l'Afrique. Alors que Juncker rappelle aux États membres la nécessité de financer le fonds fiduciaires pour l'Afrique, Macron propose une source de revenus supplémentaires pour ce fonds en taxant les transactions financières européennes. Les deux appellent à une approche globale à la migration au moyen d'un partenariat avec l'Afrique, et pour Macron un

²⁷ Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, *Consultations citoyennes sur l'Europe, Dossier de Presse, op.cit.*

²⁸ European Political Strategy Centre, *op.cit.*, p.3.

²⁹ European Political Strategy Centre, *op.cit.*, p.8.

³⁰ European Political Strategy Centre, *op.cit.*, p.3.

³¹ European Political Strategy Centre, *op.cit.*, p.7.

renforcement des liens avec la Méditerranée. Ils insistent également sur l'importance de s'ouvrir aux Balkans et de préparer le terrain pour un nouvel élargissement lorsque ces derniers respecteront les acquis et les exigences démocratiques. Juncker souligne de plus l'adhésion écartée de la Turquie dans un avenir proche, suite au non-respect de droits fondamentaux.

- Innovation en Europe : cette thématique englobe la transformation numérique, la croissance verte, la recherche et les sciences, la régulation du numérique, les industries innovantes. Tous deux se rejoignent sur la nécessité de renforcer et garantir aux citoyens européens la protection des données privées. Le Président Juncker propose notamment de créer une Agence européenne de cybersécurité alors que le Président Macron ne la mentionne pas explicitement mais souligne plus généralement le besoin de renforcer la cybersécurité européenne. Macron propose cependant « la création d'une nouvelle Agence européenne pour l'innovation [bien que] l'UE finance déjà l'innovation par le biais du programme Horizon 2020 et a créé un Institut européen pour l'Innovation et la Technologie (EIT) en 2008 pour améliorer le potentiel d'innovation de l'Europe. Ces efforts sont également soutenus par le Conseil d'Innovation européen créé en début de l'année 2017 ». Enfin, Juncker propose quant à lui d' « instaurer le vote à la majorité qualifiée pour les décisions liées à la fiscalité dans le domaine de l'industrie numérique ». ³²
- Unité de l'Europe : cette thématique englobe l'éducation, la citoyenneté européenne, la culture, la mobilité des Européens en Europe, la cohésion et la coopération territoriale et les sports. À propos de la démocratie dans l'Union européenne, « tous deux soutiennent une démocratisation des élections européennes ainsi que le processus de "Spitzenkandidaten" » ³³ et l'innovation des têtes de liste aux élections européennes de mars 2019. Le Spitzenkandidat est « un mode de désignation du (de la) président(e) de la Commission européenne que le Parlement de Strasbourg a su habilement imposer aux dirigeants de l'Union lors des élections européennes de 2014 ». ³⁴ Malgré ce soutien affiché, Emmanuel Macron n'a « toujours pas adhéré à un des partis politiques transnationaux ni encore décidé du lancement d'un En Marche européen, [il n'est donc] pas le mieux placé pour peser dans la désignation du (de la) futur(e) président(e) de la Commission ». ³⁵ Sur l'éducation et la jeunesse, les Présidents de la Commission et de la France ont d'importantes convergences puisqu'ils soutiennent tous deux « des politiques européennes démocratiques, portant les citoyens au cœur de leur conception et plus axées sur la jeunesse. Le programme européen d'Erasmus+ incarne la volonté de l'Union européenne d'investir dans l'éducation, la formation et la jeunesse, et propose des échanges pour les lycéens, les étudiants, les apprentis, les professeurs, entre autres ». ³⁶ Macron appelle à la création d'universités européennes qui seront un réseau d'universités de plusieurs pays d'Europe et une harmonisation ou reconnaissance mutuelle de diplômes de l'enseignement secondaire. Juncker rappelle quant à lui la création du corps européen de solidarité, annoncé pour la première fois lors du discours sur l'état de l'union de 2016. Le but de ce corps étant de permettre aux jeunes de « développer leurs compétences, avoir un travail et aussi vivre une expérience humaine de grande valeur ». ³⁷

³² European Political Strategy Centre, *op.cit.*, p.4.

³³ European Political Strategy Centre, *op.cit.*, p.10.

³⁴ DUCOURTIEUX Cécile, « "Spitzenkandidat" ou comment sera désigné le président de la Commission européenne, le 23 février 2018, http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/02/23/spitzenkandidat-ou-comment-sera-designe-le-president-de-la-commission-europeenne_5261652_3214.html, consulté le 27/03/18.

³⁵ DUCOURTIEUX Cécile, « "Spitzenkandidat" ou comment sera désigné le président de la Commission européenne, le 23 février 2018, *op.cit.*

³⁶ European Political Strategy Centre, *op.cit.*, p.11.

³⁷ JUNCKER Jean-Claude, *Discours sur l'état de l'Union 2016: Vers une Europe meilleure - Une Europe qui protège, donne les moyens d'agir et défend*, le 14 septembre 2016, http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-16-3043_fr.htm, consulté le 27/03/18.

CONCLUSION

Alors que la quasi-totalité des États membres se sont déclarés prêts à participer aux consultations citoyennes, le défi n'est à l'heure actuelle plus de convaincre les pays récalcitrants à ce projet. Il va s'agir, dans un premier temps, de s'assurer que les consultations se déroulent selon les critères (transparence, pluralisme et caractère public) imposés aux pays participants pour pouvoir être autorisés à organiser le projet efficacement. Dans un second temps, le *feedback* que donne chaque État au Comité économique et social européen sera primordial. Les autorités nationales et européennes devront être vigilantes à ce que les consultations en ligne et les débats physiques locaux se déroulent dans des conditions optimales, c'est-à-dire dans le respect des idées d'autrui mais également de sorte que tout un chacun puisse réellement prendre part à ces discussions. Cela pourra se faire par le biais d'associations ou d'ONG de la société civile qui représenteront les intérêts et mettront en lumière les problèmes que les citoyens estiment eux-mêmes cruciaux.

De plus, bien que tous les États membres de l'Union européenne, exceptée la Hongrie, ont manifesté leur intérêt pour le projet de consultations, il n'est en rien garanti que les citoyens desdits pays se sentent concernés et s'impliquent dans le processus. L'échantillon des citoyens devra ainsi être réellement représentatif de l'ensemble de la population, et non uniquement d'une frange d'acteurs d'ores et déjà sensibilisé et initié aux questions européennes. Le risque est alors de créer une fracture encore plus grande qu'elle n'existe actuellement. Les citoyens qui auront l'impression de n'avoir pas, ou mal, été écouté auront un sentiment renforcé que l'Union européenne, ses institutions, ses représentants et ses missions desservent leurs intérêts et seront alors tentés de rejoindre des mouvements europhobes. Cela mettrait à coup sûr un frein important à la réforme de l'Union européenne telle qu'on la connaît aujourd'hui. Malgré ces réserves, la décision finale reviendra aux États membres qui, après les conclusions du CESE sur les consultations citoyennes menées en Europe, seront les seuls véritablement aptes à donner une nouvelle impulsion pour une Europe plus intégrée, transparente et solidaire.

BIBLIOGRAPHIE

- BERTONCINI Yves, Une année clé pour l'Europe en France, 1 janvier 2018, <http://www.atlantico.fr/decryptage/annee-cle-pour-europe-en-france-yves-bertoncini-3267237.html/page/0/1>, consulté le 21/03/18
- Compte rendu du Conseil des ministres du 14 mars 2018, Les consultations citoyennes sur l'Europe, <http://www.gouvernement.fr/conseil-des-ministres/2018-03-14/les-consultations-citoyennes-sur-l-europe>, consulté le 26/03/18
- DUCOURTIEUX Cécile, « "Spitzenkandidat" ou comment sera désigné le président de la Commission européenne, le 23 février 2018, http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/02/23/spitzenkandidat-ou-comment-sera-designe-le-president-de-la-commission-europeenne_5261652_3214.html, consulté le 27/03/18
- DUCOURTIEUX Cécile, Les consultations citoyennes, seule concession de l'UE à Macron, le 24 février 2018, http://www.lemonde.fr/politique/article/2018/02/24/les-consultation-citoyennes-seule-concession-de-l-ue-a-macron_5261950_823448.html, consulté le 27/03/18
- European Political Strategy Centre, Deux visions, une direction. Projets pour l'avenir de l'Europe tels que définis dans l'État de l'Union du Président Juncker et dans l'Initiative pour l'Europe du Président Macron, https://ec.europa.eu/epsc/sites/epsc/files/epsc_-_deux_visions_une_direction_-_projets_pour_lavenir_de_leurope.pdf
- GOTEV Georgi (traduit par FLAUSCH Manon), Les conventions démocratiques de Macron démarrent en Roumanie, 11 décembre 2017, <https://www.euractiv.fr/section/avenir-de-l-ue/news/romania-to-hold-first-democratic-convention-on-future-eu/>, consulté le 23/03/18
- GUILLOT Louise, Les conventions démocratiques : où en sommes-nous ?, <https://www.taurillon.org/les-conventions-democratiques-ou-en-sommes-nous>, consulté le 19/03/18
- GUILLOT Louise, Les conventions démocratiques : où en sommes-nous ?, <https://www.taurillon.org/les-conventions-democratiques-ou-en-sommes-nous>, consulté le 19/03/18
- GUYOT Claire, Interview de Yann-Sven Rittelmeyer, analyste politique au European Policy Centre, le 25 janvier 2018, <https://www.euractiv.fr/section/avenir-de-l-ue/interview/les-conventions-democratiques-manquent-dune-strategie-concrete/>, consulté le 28/03/18
- GUYOT Claire, L'Autriche affirme son soutien aux consultations citoyennes, le 15 janvier 2018 <https://www.euractiv.fr/section/avenir-de-l-ue/news/lautriche-affirme-son-soutien-aux-consultations-citoyennes/>, consulté le 26/03/18
- GUYOT Claire, Le groupe de Visegrad rallie prudemment le projet de consultation citoyenne, le 20 février 2018, <https://www.euractiv.fr/section/institutions/news/le-groupe-de-visegrad-rallie-prudemment-le-projet-de-consultation-citoyenne/>, consulté le 23/03/18

- HERBILLON Michel et GOMEZ-BASSAC Valérie (présenté par), Rapport d'information déposé par la Commission des affaires européennes sur les conventions démocratiques de refondation de l'Europe, Assemblée nationale, 7 décembre 2017, p.83
- JUNCKER Jean-Claude, Discours sur l'état de l'Union 2017, le 13 septembre 2017, http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-17-3165_fr.htm, consulté le 27/03/18
- JUNCKER Jean-Claude, Discours sur l'état de l'Union 2016: Vers une Europe meilleure - Une Europe qui protège, donne les moyens d'agir et défend, le 14 septembre 2016, http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-16-3043_fr.htm, consulté le 27/03/18
- LASTENNET Jules, Consultations citoyennes : refonder l'Europe par le dialogue, <https://www.touteurope.eu/actualite/consultations-citoyennes-refonder-l-europe-par-le-dialogue.html>, consulté le 19/03/18, Compte rendu du Conseil des ministres du 14 mars 2018, Les consultations citoyennes sur l'Europe, <http://www.gouvernement.fr/conseil-des-ministres/2018-03-14/les-consultations-citoyennes-sur-l-europe>, consulté le 26/03/18
- LASTENNET Jules, Consultations citoyennes : refonder l'Europe par le dialogue, <https://www.touteurope.eu/actualite/consultations-citoyennes-refonder-l-europe-par-le-dialogue.html>, consulté le 19/03/18
- Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, Consultations citoyennes sur l'Europe, Dossier de Presse, <https://www.touteurope.eu/fileadmin/TLEv3/Consultations-citoyennes/Dossier-de-presse-Consultations-Citoyennes-Europe.pdf>
- Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, Consultations citoyennes sur l'Europe, Dossier de Presse, <https://www.touteurope.eu/fileadmin/TLEv3/Consultations-citoyennes/Dossier-de-presse-Consultations-Citoyennes-Europe.pdf>
- Pour La Solidarité – PLS, Les consultations citoyennes comme nouveau vecteur d'unification de l'Europe ?, lundi 26 février 2018, <http://www.participation-citoyenne.eu/fr/news/les-consultations-citoyennes-comme-nouveau-vecteur-dunification-de-leurope>, consulté le 26/03/18
- Pour La Solidarité – PLS, Les conventions démocratiques pour une Europe plus citoyenne ?, 3 janvier 2018, <http://www.participation-citoyenne.eu/fr/news/les-conventions-democratiques-pour-une-europe-plus-citoyenne>, consulté le 20/03/18
- STRATULAT Corina, RITTELMAYER Yann-Sven et BUTCHER Paul, En Marche l'Europe? Une stratégie pour mettre en oeuvre les conventions démocratiques – Synthèse, European Policy Center, [http://www.epc.eu/documents/uploads/pub_8198_executive_summary1_\(fr\).pdf?doc_id=1938](http://www.epc.eu/documents/uploads/pub_8198_executive_summary1_(fr).pdf?doc_id=1938), consulté le 28/03/18
- SYFUSS-ARNAUD Sabine, Kurz, le chancelier autrichien, milite pour un front réformateur en Europe avec Macron, 5 février 2018, https://www.challenges.fr/monde/europe/kurz-le-chancelier-autrichien-milite-pour-un-front-reformateur-en-europe-avec-macron_565336, consulté le 26/03/18
- VARGOVČÍKOVÁ Jana, « Le Groupe de Visegrad, 20 ans après », Politique étrangère, 2012/1 (Printemps)

Remerciements à Mathilde MOSSE pour la relecture.

Cette publication électronique peut à tout moment être améliorée
par vos remarques et suggestions. N'hésitez pas à nous contacter pour nous en faire part.

POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

Fondé par l'économiste belge Denis Stokkink en 2002, POUR LA SOLIDARITÉ - PLS est un European think & do tank indépendant engagé en faveur d'une Europe solidaire et durable.

POUR LA SOLIDARITÉ se mobilise pour défendre et consolider le modèle social européen, subtil équilibre entre développement économique et justice sociale. Son équipe multiculturelle et pluridisciplinaire œuvre dans l'espace public aux côtés des entreprises, des pouvoirs publics et des organisations de la société civile avec comme devise : Comprendre pour Agir.

ACTIVITÉS

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS met ses compétences en recherche, conseil, coordination de projets européens et organisation d'événements au service de tous les acteurs socioéconomiques.

Le laboratoire d'idées et d'actions **POUR LA SOLIDARITÉ – PLS**

1

Mène des travaux de recherche et d'analyse de haute qualité pour sensibiliser sur les enjeux sociétaux et offrir de nouvelles perspectives de réflexion. Les publications POUR LA SOLIDARITÉ regroupées en sein de trois collections « Cahiers », « Notes d'Analyse », « Études & Dossiers » sont consultables sur www.pourlasolidarite.eu et disponibles en version papier.

2

Conseille, forme et accompagne sur les enjeux européens en matière de lobbying et de financements.

3

Conçoit et réalise des projets transnationaux en coopération avec l'ensemble de ses partenaires européens.

4

Organise des conférences qui rassemblent dirigeant/e/s, expert/e/s européen/ne/s, acteurs de terrain et offrent un lieu de débat convivial sur l'avenir de l'Europe solidaire et durable.

THÉMATIQUES

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS inscrit ses activités au cœur de cinq axes thématiques :



OBSERVATOIRES EUROPÉENS

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS réalise une veille européenne thématique et recense de multiples ressources documentaires (textes officiels, bonnes pratiques, acteurs et actualités) consultables via ses quatre observatoires européens :

- www.ess-europe.eu
- www.diversite-europe.eu
- www.transition-europe.eu
- www.participation-citoyenne.eu

COLLECTIONS POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

Sous la direction de Denis Stokkink

NOTES D'ANALYSE - *Éclairages sur des enjeux d'actualité*

- *Formation inclusive aux métiers du numérique : Pour une meilleure intégration des femmes et des personnes réfugiées*, Florent LOSSON, mars 2018.
- *Politique agricole commune et sécurité alimentaire*, Louise ROQUETTE, mars 2018.
- *Les actions de la Commission européenne pour l'économie sociale en 2017-2018*, Florian BENAIS, mars 2018.
- *L'aide alimentaire en Europe*, Louise Rouquette, décembre 2017.
- *Intégration et participation politique en Europe*, Jonathan BANNENBERG, décembre 2017.
- *Économie sociale et solidaire en Europe du Sud-Est : perspectives de développement et actions publiques*, Tristan Thomas, décembre 2017.
- *Financement et promotion des éco-innovations en Europe et en France*, Mathilde Mosse, novembre 2017.
- *Jeunesse et formation inclusive : politiques et financements européens*, Florent Losson, novembre 2017.
- *Le gaspillage alimentaire en Europe*, Louise Rouquette, novembre 2017.
- *Les éco-innovations en Europe*, Mathilde Mosse, octobre 2017
- *Décrochage scolaire : 3 Notes d'analyse*. Marie Schuller, octobre 2017
- *Quelles politiques économiques contre le réchauffement climatique en Europe ?* Tristan Thomas, octobre 2017

CAHIERS - *Résultats de recherches comparatives européennes*

- *Vers une économie circulaire en Europe*. Anna-Lena REBAUD, septembre 2017.
- *Face aux nouvelles formes d'emploi, quelles réponses au plan européen ?* PLS & SMart, n°36, juin 2017.
- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en France*. PLS & SMart, n°35, mai 2015.
- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en Wallonie*. PLS & SMart, n°34, mai 2015.
- *Le budget participatif : un outil de citoyenneté active au service des communes*. Céline Brandeleer, n°33, octobre 2014.
- *La Transition : un enjeu économique et social pour la Wallonie*. Sanjin Plakalo, n°32, mars 2013.

ÉTUDES & DOSSIERS - *Analyses et réflexions sur des sujets innovants*

- *Les Régions ultrapériphériques : défis et perspectives*, Paul HAMMOUD, Antoine MASQUELIN, Tristan THAMOS, février 2018.
- *Finance et bien-être, une réflexion participative*. Marie Leprêtre, décembre 2016.
- *Pour l'intégration en apprentissage des jeunes vulnérables*. Sanjin Plakalo, décembre 2016.
- *La participation des travailleurs au sein des entreprises*. Denis Stokkink, novembre 2016.
- *Le modèle des entreprises d'insertion : l'exemple de la France*. POUR LA SOLIDARITÉ et la Fédération des entreprises d'insertion, septembre 2016.
- *Jeunes NEET - Bonnes pratiques européennes en matière d'apprentissage*. Dans le cadre du projet ANEETS, juin 2016.
- *Agir contre les violences faites aux femmes : guide pour les entreprises*. Dans le cadre du projet CARVE, juin 2016.

Toutes les publications **POUR LA SOLIDARITÉ - PLS** sur www.pourlasolidarite.eu

Participation citoyenne

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS mène des initiatives plurielles pour renforcer la démocratie participative, la participation citoyenne à la vie politique, l'intégration des personnes immigrées ou d'origine immigrée, la lutte contre les discriminations. En guise de fil conducteur, POUR LA SOLIDARITÉ-PLS opte pour des activités qui, de manière directe ou indirecte, motivent les habitant-e-s de tout État européen à devenir acteur et actrice de cette citoyenneté européenne afin d'instaurer un plus large dialogue entre les pouvoirs publics, la société civile et les entreprises et ainsi bâtir à l'horizon 2020 une Union européenne inclusive.

Collection « Notes d'analyse » dirigée par Denis Stokkink

www.pourlasolidarite.eu

Avec le soutien de

